

# Pour la défense de l'hôpital public, pour le droit de tous et toutes à la santé

## Le 16 Juin, les hospitalier.es en grève et dans la rue



Avec une prime, une médaille et du bla bla, Macron et son ministre Veran pensaient pouvoir calmer la colère des personnels hospitaliers. Ils ont dû déchanter. La sortie du déconfinement a été partout marquée par des manifestations de soignantEs et de leurs soutiens, des « mardis » « jeudis » de la colère. Le pouvoir a compris que les hospitalierEs et l'ensemble de la société qui est à leurs côtés, exigeaient autre chose que ces miettes. Pas avare de grands discours, pendant la crise, le pouvoir n'a désormais qu'une hâte : tourner la page, et continuer dans la même direction.

### Le « Ségur de la santé » : une mascarade.

Deux semaines après le début de la « concertation » baptisée « Ségur de la santé », le bilan est éloquent. Nicole Notat, la « négociatrice », n'a rien à négocier. Sa seule mission est de prendre des notes. Le syndicat Sud a quitté la table et la plupart des autres fédérations syndicales s'impatientent, quant aux collectifs qui ont animé les luttes tout au long de l'année dernière, ils n'ont même pas voix au chapitre.

### « Plus jamais ça » !

Plus jamais les services bondés, les lits dans les couloirs, les urgences débordées, les soignantEs épuisées, comme c'était déjà le cas avant l'épidémie.

Plus jamais un hôpital sans moyens (pas de masques ni de matériel de protection, pas de personnel suffisant) pour faire face à une crise sanitaire comme celle que nous venons de vivre c'est ce que réclament les hospitalier.es en luttant depuis des mois, en manifestant sans jamais être entendus. C'est ce qu'exige aujourd'hui toute la société, qui a pu mesurer la détresse d'un hôpital affaibli par les restrictions et l'austérité, les conséquences pour la population, les risques qu'ont du prendre les soignants.

Pourtant Macron et Veran restent sourds et aveugles : la formation et le recrutement de personnel n'est même pas l'ordre du jour du Ségur de la santé.

Quant aux salaires, scandaleusement bas, qui placent la France dans le peloton de queue des pays européens, il n'est pas question de l'augmentation de 300€ pour tous réclamés par les hospitalier, mais d'un saupoudrage en fonction des « compétences » et des « parcours professionnels ».

Et les maigres avancées sur les rémunérations devraient avoir pour eux une contrepartie: plus de "flexibilité" dans l'organisation du travail.

Veran a même le culot de proposer aux soignantEs épuisées d'exercer légalement un deuxième emploi pour boucler leurs fins de mois. Le monde "d'après" ce serait travailler encore plus pour arriver à vivre. Cela ressemble à l'ancien monde ...en pire.

### Privatisation de la santé, "partenariats publics privés" : ils veulent continuer

L'épidémie a montré que l'hôpital public est indispensable et que son élargissement à un service public de santé, gratuit et accessible est nécessaire. Macron et Veran veulent au contraire poursuivre la politique qu'ils ont menées à la suite de leurs prédécesseurs en réduisant la place de l'hôpital public.

Alors même que la médecine libérale n'attire plus, que les médecins généralistes sont débordés et que les "déserts médicaux" s'étendent, ils veulent continuer à privatiser la santé en remplaçant l'hôpital par des bricolages "territoriaux" de praticiens libéraux et en organisant la « complémentarité » entre le public et le privé : au secteur privé les activités lucratives et au service public les activités non « rentables ».

### La santé n'est pas une marchandise : défendre et étendre le service public. Tous mobilisés pour défendre l'Hôpital

Comme l'a montré la période que nous venons de vivre, le droit à la santé ne va pas avec la défense des intérêts privés. Ni les médicaments, ni les moyens de protection (comme les masques), ni l'accès aux soins ne doivent dépendre de la possibilité de quelques-uns de s'enrichir. La santé est un bien fondamental auquel chacunE doit pouvoir accéder gratuitement.

Cette aspiration monte aujourd'hui dans toute la société. Elle doit s'exprimer le 16 juin et se poursuivre ensuite, pour imposer **que la santé soit une priorité**, et que chacunE puisse accéder aux meilleurs soins

**Personnels hospitaliers et usagers attachés au droit à la santé,**  
**participons aux mobilisations, tou.tes en grève et dans les manifestations le 16 juin**

## A Saint-Malo, c'est à 14h30, esplanade Saint-Vincent

la coordination locale « **Le monde d'après** » ([construisonslapres@gmail.com](mailto:construisonslapres@gmail.com)) dont sont membres Attac, Génération.s, Gilets Jaunes de Saint-Malo, LDH, LFI, NPA, Osons, Parti socialiste, PCF, Place publique, Solidaires 35 pays malouin, UDB ...appelle à se joindre à ce rassemblement.

## SANTÉ

Saint-Malo, le  
15 juin 2020

Suivez l'actualité du  
secteur santé-sécu-  
social et les ana-  
lyses du NPA sur

<http://sante-secusocial.npa2009.org>

SANTÉ. ÉDUCATION. TRANSPORTS



**DU FRIC POUR  
NOS SERVICES  
PUBLICS !**

NPA • NPA2009.ORG



# LA SANTE EN LUTTE

**Pour ne plus avoir à applaudir "nos héros":  
1500 euros pour tous et 500 euros de  
revalorisation de salaire !**

L'activité hospitalière est repartie comme avant... et la même misère publique recommence comme dans le "monde d'avant" : manque de lits, de personnel, course de l'embauche à la débauche et même amertume de ne pouvoir bien soigner les patient.es. Les mêmes causes ont les mêmes effets : perte de sens du travail, épuisement, burn out. **Rien n'a changé** et les perspectives ne semblent pas meilleures.

Tout le monde a entendu les annonces: 15 milliards pour l'aéronautique, 8 pour l'automobile... Et pour les hôpitaux ? Rien ! Juste des réunions avec un nouveau nom : un Ségur. Comme si, il n'y avait pas eu de pandémie et 30.000 morts mettant en évidence la dégradation des soins à l'hôpital public et les dangers pour la population que cela entraîne. La seule chose qui reste c'est la promesse d'une prime qui se fait toujours attendre et qui sert les directions et le gouvernement pour diviser les équipes, les services, les catégories des agents au sein d'un même service...

Ici, à Saint-Malo, tous les agents devraient toucher 500 euros et 40% du personnel pourrait recevoir 1500 euros s'ils sont choisis par la direction. Politique lamentable qui ne sert qu'à dévoyer notre colère et nous affaiblir en nous divisant... ce qu'ils font depuis déjà des années et ce qui explique aussi la situation sanitaire catastrophique dans laquelle on est actuellement.

Parce que chaque vie compte, la colère des hôpitaux doit s'exprimer pas comme dans "le monde d'avant" mais en imposant une urgence sociale : **l'embauche dans tous les hôpitaux de personnels pour mieux soigner, l'ouverture de lits avec du personnel et la revalorisation de tous les salaires.**

Sortir de la logique comptable pour **imposer une logique médicale et soignante** est une autre urgence démocratique sans quoi rien ne changera à l'hôpital...

La mobilisation de tous est indispensable.

## Avicenne: après les applaudissements, le flicage

Le jeudi 11 juin, la direction de l'hôpital Avicenne a remercié les soignants à sa manière. Alors que se préparait une manifestation du personnel pour les revendications qui sont celles de tous les hospitaliers (conditions de travail, embauches, salaires...), la direction a fait venir la DGSI (ex RG), un huissier, deux DRH et quatre vigiles musclés. Elle a cadenassé plusieurs entrées, n'en laissant qu'une pour accueillir les patients. Ceux-ci devaient présenter leurs convocations aux vigiles, ce qui est une atteinte au secret médical. Le but était évidemment de terroriser le personnel pour le dissuader de manifester, sous menace d'être fiché voire appréhendé.

Les sourires n'auront pas duré longtemps.



## CONTRE LE RACISME ET LES VIOLENCES POLICIERES

Plus de 200 personnes ont répondu samedi 13 juin à l'appel de la **coordination locale « le jour d'après »** et se sont rassemblées sur l'esplanade Saint-Vincent pour dénoncer le racisme et les violences policières.

Après des témoignages poignants des proches de victimes de ces violences, Babacar à Rennes et Allan au commissariat de Saint-Malo, des représentantes des Gilets Jaunes ont rappelé les violences que ce mouvement a subi pendant de longs mois.

Le rassemblement s'est terminé après une intervention d'un représentant de la coordination qui réunit à Saint-Malo un arc de forces et d'opinions très large, auquel le NPA participe.

La coordination soutient les revendications des hospitalier.es et appelle au rassemblement du mardi 16 juin à 14h30 esplanade Saint-Vincent.



## RETOUR A LA CHARITE ?

Au moment où le gouvernement met sur la table des milliards d'euros pour « sauver » certains secteurs économiques...

Au moment où le « Ségur de la Santé » censé « définir une nouvelle politique d'investissement et de financement au service des soins » s'embourbe dans ses faux-semblants et face à la profondeur de la crise du système de santé qu'on ne règlera pas par des mesures cosmétiques...

on apprend que la direction des CH de Saint-Malo, Dinan et Cancale vient de créer un **fonds de dotation**.

Cette structure de **droit privé**, créée sur la base d'une loi de 2008, a pour but, en faisant appel à la générosité publique, de **collecter et de gérer des fonds et des biens** de toute nature, avec la **possibilité de les faire fructifier**. L'objectif annoncé dans la déclaration de ce fonds (JO du 30/05/2020) est de soutenir et financer « des projets relatifs à la poursuite et au développement des filières territoriales dans le cadre du projet médico-soignant partagé, à la qualité de vie au travail afin de promouvoir un esprit favorable à la réalisation des missions de tous, à la mise en place d'une politique de développement durable... ». Bref autant de **bonnes intentions dont on se demande bien pourquoi elles ne pourraient être mises en œuvre dans le cadre du financement courant des hôpitaux**. D'autant, qu'au final, c'est quand même des financements publics qui paieront quelque part, puisque les versements des particuliers et des sociétés au fonds de dotation seront déduits à hauteur de 60% ! Donc autant de recettes en moins pour l'Etat...

Mais au delà de cette péripétie qui tend à nous ramener à la période d'avant la Sécurité Sociale où les hôpitaux étaient essentiellement financés par la charité, comment ne pas faire le lien entre ce type d'initiative—une cinquantaine d'hôpitaux s'y sont lancés—et certaines propositions de « managers hospitaliers »: plusieurs se sont en effet prononcés pour une évolution du statut des établissements publics de santé vers un régime voisin de celui des cliniques privées à but non lucratif....

Pour prendre contact avec le comité NPA du pays malouin

[npasaintmalo@gmail.com](mailto:npasaintmalo@gmail.com)